

Dacian Ciolo □

Membre de la Commission européenne chargé de l'Agriculture et
du Développement rural

Quelle agriculture pour l'Europe de demain ? Appel à un débat public

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

Discours devant la Commission de l'agriculture du Parlement
européen

Bruxelles, Le 12 avril 2010

Monsieur le Président, cher Paolo, Monsieur le rapporteur, cher George,

Mesdames, Messieurs les députés,

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui pour poursuivre le dialogue. Ce dialogue que nous avons entamé lors de l'audition.

C'était il y a trois mois, déjà !

Je garde de ce moment le souvenir d'un échange constructif et fructueux. Le souvenir d'une passion partagée pour l'agriculture et la Politique agricole commune. Je tiens à vous remercier pour votre accueil chaleureux.

Je remercie Paolo de Castro pour son invitation aujourd'hui. Et je remercie également George Lyon pour le travail qu'il a fait ces derniers temps.

Vous le savez, il faut écrire une nouvelle page de l'histoire de la Politique agricole commune pour l'après 2013. Cette page, nous allons l'écrire ensemble.

Elle s'inscrit totalement dans le cadre de la stratégie de la Commission « UE 2020 ». Je vous dirai dans quelques instants en quoi l'agriculture peut apporter beaucoup à la croissance intelligente, inclusive et durable. Je vous dirai également en quoi cette approche proposée par la stratégie « UE 2020 » peut rendre la PAC plus en ligne avec nos objectifs pour la société et l'économie européenne à l'horizon 2020.

Ecrire cette nouvelle page de l'Europe agricole, c'est la principale priorité de mon mandat.

C'est pour cette raison que je suis avec vous maintenant.

Mais avant d'aller plus loin, je voudrais vous parler de quelqu'un qui compte beaucoup pour moi. Je voudrais vous parler de mon grand-père.

Mon grand-père était un paysan. Il habite Pericei, un village dans l'ouest de la Roumanie. C'est un homme qui a accompagné mon enfance et ma jeunesse avec sa sagesse rurale. Il sait travailler la terre. Il me l'a appris. Il m'a appris beaucoup de choses sur l'agriculture et sur la vie.

Mon grand-père me disait de temps en temps un vieux dicton : "cateodata, nu vezi padurea de copaci" - l'arbre cache souvent la forêt (you can't see the forrest for the trees).

Lorsque l'on parle de la PAC aujourd'hui, je repense à cette phrase. Je vois que certains ont commencé à tailler quelques arbres. Un peu plus loin, d'autres plantent des arbres. Chacun de son côté.

Les discussions sur l'avenir de la Politique agricole commune ont commencé de cette façon. C'est une bonne chose ! C'est une preuve de plus que la PAC suscite encore beaucoup d'intérêt.

Seulement voilà.

Certains se penchent déjà sur des détails très techniques : le tronc, les racines, les feuilles d'un arbre. J'ai toujours été proche de l'agriculture et je comprends cette passion pour les détails.

Mais « l'arbre cache souvent la forêt », me disait mon grand-père. Avant de tailler, avant de défricher, avant de replanter, il faut réfléchir. Il faut nous poser la question de ce que nous voulons faire de notre forêt pour plus tard.

Il faut avoir une vision globale des choses.

A quoi sert et comment peut servir cette belle forêt qu'est la Politique agricole commune ?

C'est cette question que je veux vous poser. Cette question que je veux nous poser à tous. Citoyens, contribuables, consommateurs, agriculteurs, scientifiques, industriels, commerçants. Tous, Européens, nous devons prendre le temps de la réflexion.

Ensemble, nous avons une responsabilité.

L'Europe a la responsabilité de garantir l'approvisionnement alimentaire des citoyens. Le Traité de Lisbonne, récemment adopté, lui confie cette tâche à travers la Politique agricole commune. L'histoire de l'Europe agricole a commencé en juillet 1958. La première pierre de la Politique agricole commune a été posée à Stresa, en Italie.

L'Europe avait encore beaucoup d'armes, mais pas assez de machines agricoles. L'Europe rêvait d'autosuffisance alimentaire. Il fallait en finir définitivement avec la peur du rationnement.

Fort heureusement, cette période fait partie du passé. Mais l'enjeu de la sécurité alimentaire reste toujours aussi fort. Les événements que le monde a connus ces deux dernières années sont là pour nous le rappeler.

Je crois que nous pouvons être fiers de ce qui a été fait. Mais nous devons aussi avoir la force et la sagesse d'aller de l'avant, dans une Union à 27, qui, elle-même, est un acteur du monde globalisé.

Mesdames, Messieurs,

Nous avons une responsabilité devant les citoyens. Nos décisions auront des conséquences. Des conséquences dans la vie quotidienne de millions de personnes en Europe et au-delà.

Nos décisions engagent l'avenir du projet européen.

Vous le savez bien : les citoyens sont parfois sceptiques sur ce projet. La participation aux dernières élections européennes nous montre combien cette tâche est importante. Il faut, en même temps, construire et donner consistance et visibilité à l'Europe.

Les citoyens expriment parfois des inquiétudes, des questions, des attentes légitimes. Il faut les prendre en compte. Il faut impliquer les citoyens dans le processus de préparation des décisions.

Les citoyens doivent comprendre ce qui se passe ici. Ils doivent savoir qu'ils participent. Que leur avis compte dans les décisions prises ici. Vous le savez aussi : mon engagement et mon ambition pour la Politique agricole commune européenne sont sans équivoque. La PAC est l'une des politiques clés de la construction et de l'intégration européenne. La PAC est aujourd'hui l'une des politiques européennes les plus intégrées.

Certes, il y a des critiques. Il y a des imperfections. Il y a des attentes pour des réformes. Il faut prendre en compte tout cela.

Il faut prendre en compte ces attentes non pas pour affaiblir ou démanteler la PAC. Mais pour qu'elle soit un outil toujours fort pour les agricultures de l'Union européenne d'aujourd'hui.

Pour qu'elle soit un outil d'avenir, pas un outil du passé.

Mesdames et Messieurs,

Je suis pour une réforme de la PAC à l'horizon 2013.

Je suis pour une Politique agricole commune proche des aspirations des citoyens européens. Proche de leurs aspirations pour l'avenir de l'Europe.

Premièrement, l'Union européenne offre une réponse cohérente et collective avec la Stratégie "UE 2020".

C'est une stratégie pour affronter la crise financière et économique. Pour faire face au problème du changement climatique. Au problème de la perte de compétitivité.

La Politique agricole commune apporte sa contribution à cette stratégie. La PAC est un élément clé de la dynamique des territoires ruraux. C'est un moteur pour la vitalité des campagnes.

Depuis longtemps déjà. Et, je le crois, encore pour longtemps.

L'agriculture peut apporter beaucoup à la croissance. Elle peut apporter sa contribution à une croissance intelligente, durable et inclusive. L'agriculture européenne a beaucoup à offrir. Ce n'est pas le moment de baisser les bras.

- La PAC est indispensable pour une croissance durable.

On ne peut pas parler d'une utilisation rationnelle et efficace des ressources naturelles sans penser à l'agriculture et à la manière dont elle est conduite.

- La PAC est indispensable pour l'emploi.

Elle permet aux zones rurales d'exprimer pleinement leur potentiel. Les emplois agricoles sont souvent à la base de l'activité économique rurale. Dans de nombreuses campagnes, sans l'agriculture et l'agroalimentaire, il n'y a tout simplement pas d'activité. Pas de travail.

- La PAC est indispensable pour une croissance verte.

Bien calibrée, en s'appuyant sur l'innovation et la recherche, la PAC apporte de bonnes réponses pour la croissance verte. Elle apporte des réponses pertinentes face au changement climatique. L'activité agricole elle-même est une source d'énergies renouvelables.

- La PAC est indispensable pour une croissance intelligente.

A l'avenir, les techniques agricoles devront s'adapter aux effets du changement climatique. Il faudra produire plus, avec moins. Il faudra gérer la raréfaction des ressources naturelles. Il faudra faire face aux catastrophes naturelles. Il faudra renforcer les capacités de fixation du carbone. Il faudra réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il faudra aussi offrir aux consommateurs des produits de plus en plus sûrs, saines, divers. Et, pour cela, il faudra adapter les techniques de production. Face à ces défis, il faudra mobiliser nos capacités de recherche et de développement.

L'agriculture européenne est un secteur majeur de notre économie. La PAC est une de nos grandes politiques. Elle peut apporter une contribution significative à l'agenda de l'UE tel que la Commission le propose dans la communication Europe 2020.

Pour apporter pleinement sa contribution au projet européen, la Politique agricole commune doit être à nouveau réformée.

Depuis sa création, la PAC a été constamment réformée. Elle a été adaptée pour répondre aux défis de son temps. La PAC d'aujourd'hui découle de la réforme de 2003, dans le prolongement de l'Agenda 2000. Cela fait 10 ans maintenant.

De nouvelles adaptations majeures sont nécessaires. C'est mon second point.

L'Europe, aujourd'hui, ce sont 27 Etats membres. Chaque Etat membre, c'est une diversité de régions, de cultures, d'agricultures.

C'est une richesse, que les européens veulent garder d'ailleurs ! Il faut faire fructifier cette diversité.

Il faut renforcer les liens entre ces agricultures et les attentes des consommateurs. Renforcer les liens entre les productions des fermes et les marchés qu'ils soient locaux, régionaux ou internationaux.

Il faut se rendre à l'évidence : nous sommes face à une NOUVELLE réalité européenne. Nous ne pouvons plus parler d'un « modèle unique européen » en agriculture. Nous n'avons pas une agriculture homogène, mais une agriculture multiforme. Nous n'avons plus UNE agriculture dans l'Union européenne, mais plutôt DES agricultures.

Nous devons prendre conscience de cette diversité, de la RICHESSE qu'elle représente. Nous devons faire en sorte qu'elle soit préservée et mise à contribution pour notre société toute entière.

Ne nous trompons pas. Préserver cette diversité, cela ne signifie PAS de réactiver des politiques nationales au détriment d'une politique communautaire.

Quand nous nous privons de la capacité et de la chance de voir le TOUT, il est plus difficile, sinon impossible, de gérer les PARTIES.

Rien ne remplace une VISION GLOBALE. Seule une politique communautaire nous permettra de préserver la diversité de nos agricultures. Cette diversité à laquelle, vous comme moi, nous sommes très attachés.

Troisièmement, des adaptations sont nécessaires parce qu'il faut préparer l'avenir.

Il faut permettre à l'agriculture de répondre aux défis que lui assigne la société. La sécurité alimentaire, la protection des sols, des ressources naturelles, la croissance économique des zones rurales, le changement climatique.

De cette façon, les citoyens, les contribuables comprendrons mieux que la Politique agricole commune, c'est leur politique. C'est une politique qui est faite pour eux.

La politique agricole européenne n'est pas un domaine réservé aux agriculteurs. L'ensemble de la société bénéficie de la PAC par l'alimentation, la gestion des territoires, l'environnement.

Mais les Européens le savent-ils ?

La réponse est non, ou en tout cas, pas assez.

La politique agricole commune souffre d'un déficit d'échanges avec la société européenne.

Il y a quelques semaines, un sondage Eurobaromètre montrait que plus de 90% des citoyens européens considèrent que l'agriculture est importante pour l'avenir. Plus de 90% des Européens attendent de l'agriculture qu'elle fournisse des aliments sains, sûrs, de bonne qualité. Qu'elle protège les paysages. Qu'elle développe l'économie. Ils sont d'accord !

Pourtant, ce sondage le montrait aussi : la majeure partie des Européens ne savent pas vraiment ce qu'est la PAC.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes, plus que n'importe quel discours !

Petit à petit, la Politique agricole commune est devenue en partie une affaire de spécialistes. Il faut inverser la tendance. Il faut ouvrir grand les portes. Il faut parler, débattre de la PAC.

Avant d'écrire des projets de réforme, je pense qu'il est urgent de retisser les liens avec la société.

Avant de formuler des réponses sur l'avenir de la PAC, il faut poser les bonnes questions. Il faut les débattre.

Il faut impliquer les citoyens, la société civile. Leur donner la possibilité, l'espace, le temps pour s'exprimer, pour qu'ensuite — dans nos initiatives futures — nous soyons en mesure de prendre en compte leur avis, de manière cohérente.

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite qu'un débat public puisse être lancé sur la place de l'agriculture dans la société européenne. Sur la place de l'agriculture aujourd'hui et demain. Sur les objectifs auxquels devra répondre la PAC.

Il faut faire ce travail. Avant de discuter des instruments nécessaires. Avant de parler du budget, des programmes et de telle ou telle mesure.

Si nous ne prenons pas ce temps de débat et de réflexion, nous prendrons le risque de parler des moyens d'une politique que nous n'aurons pas définie — ou que nous aurons cru définir entre spécialistes. Mais serons-nous sûrs de répondre aux attentes de nos concitoyens ?

Pour cette raison, j'estime nécessaire de débattre très largement et librement de ces questions :

- Pourquoi une agriculture européenne ?
- Pourquoi une politique agricole commune européenne ?

Pendant ce débat, nous allons recueillir les positions et les remarques de tous les acteurs de la société. Les idées de tous ceux qui veulent participer, individuellement, via des associations, des ONG, des clubs de réflexion ou think-tanks, ou encore des corps constitués.

J'attends les réactions, les réflexions des agriculteurs, des associations professionnelles mais aussi des associations de protection de l'environnement, des consommateurs, du bien-être des animaux. Les réactions de tous ceux qui travaillent sur la sécurité alimentaire, sur le développement durable, sur le développement rural – sur toutes ces questions connexes à l'agriculture.

Il faut ouvrir ce débat le plus possible.

Mesdames et Messieurs,

Les questions sur l'avenir que nous voulons donner à notre agriculture, à notre société, sont nombreuses. Il y a beaucoup d'aspects à analyser. Je vois ce débat prendre forme autour de quatre questions stratégiques:

1. Pourquoi une politique agricole commune européenne ?
2. Quels sont les objectifs que la société assigne à l'agriculture dans toute sa diversité ?
3. Pourquoi reformer la PAC actuelle et comment la faire répondre aux attentes de la société ?
4. Quels outils pour la PAC de demain ?

Chacune de ces grandes questions en appelle d'autres :

- Quels outils permettront à l'Union européenne de répondre aux défis de l'avenir alors que les marchés sont de plus en plus instables ? Que les attentes sont de plus en plus nombreuses ?

- Comment faire pour que l'Union européenne réponde au défi de la sécurité alimentaire ? Dans les décennies à venir nous serons confrontés à une accélération et une modification de la demande mondiale causée par la croissance démographique, le changement du régime alimentaire dans les pays émergents, les risques induits par le changement climatique.
- Comment s'assurer que les consommateurs reçoivent des aliments sûrs, de qualité, à des prix accessibles? Comment faire pour maintenir la qualité et la diversité des produits européens tout en répondant aux attentes du secteur agro-alimentaire, des marchés régionaux et des marchés locaux?
- Que faire pour assurer la croissance économique, la croissance verte de zones rurales ? Ces régions peuvent jouer un rôle économique, un rôle en termes d'emplois et d'environnement. Il faut libérer ce potentiel, trouver des outils adaptés à toutes ces régions — périurbaines, à fort potentiel productif, défavorisées, fragiles, ou montagneuses. Sans secteur agricole solide dans ces régions, le risque de déstructuration du tissu économique et social est énorme. Comment dynamiser l'économie rurale ? Quel apport encore plus décisif la PAC pourra avoir pour l'Europe 2020 que nous voulons ?
- Quel héritage voulons-nous transmettre aux générations futures en matière d'environnement – de qualité du sol, de l'eau, de l'air ? N'oublions pas que les agriculteurs — moins de 5% de la population européenne — mettent en valeur 80% du territoire. Comment mieux gérer les ressources naturelles tout en produisant ? Comment maintenir et récupérer la biodiversité de l'espace européen?
- Le changement climatique n'est plus une question théorique. La société attend des solutions du secteur agricole. L'agriculture a déjà prouvé sa capacité à contribuer significativement à la réduction des gaz à effet de serre, par une réduction 20 % entre 1990 et 2007 contre une baisse de 8 % dans les autres secteurs. Elle peut faire encore mieux. Il faut l'aider. Il faut repenser la liaison entre la recherche et l'agriculture.
- Quel avenir pour l'Europe sur les marchés internationaux ? Quels sont nos points forts ? Comment mieux gérer nos avantages compétitifs et offensifs ? Comment gérer nos exigences qualitatives dans un marché communautaire de plus en plus ouvert aux importations des pays tiers et en l'absence d'accords internationaux sur ces sujets ? A ce propos, permettez-moi de citer un exemple : le bien-être des animaux.

Il y a bien sûr d'autres défis pour l'Europe de demain. Ils sont nombreux ! Pour tous ces défis l'agriculture européenne peut apporter des réponses. Il faut aussi en discuter.

De ces défis devront être tirés les objectifs et les outils pour une politique agricole commune, équilibrée et durable. Ce sera notre feuille de route. Il nous faudra alors aussi nous attacher à répondre aux questions suivantes :

- Comment créer des instruments plus lisibles pour que les contribuables comprennent le lien entre soutien agricole, approvisionnement des marchés et rémunération des biens publics fournis par les agriculteurs ?
- Quels instruments assurent une stabilité minimale des revenus agricoles ? Quelles aides directes pour les producteurs agricoles ? Pour quelles contreparties ? Quels sont les éléments essentiels d'une répartition équitable de ces aides — entre Etats membres, entre agriculteurs, entre les différents types d'agricultures, entre zones économiquement homogènes ?

- Comment répondre à la volatilité croissante des marchés ? Comment s'assurer qu'une crise économique ne détruit pas un secteur tout entier ? Que faire pour avoir des relations équilibrées entre les acteurs économiques des secteurs agro-alimentaires ? Comment s'assurer que les consommateurs payent un prix raisonnable — et que les agriculteurs perçoivent eux aussi un revenu raisonnable ?
- Comment s'assurer que la diversité de nos agricultures a un avenir en Europe ? Comment mieux prendre en compte la problématique particulière des petits agriculteurs et des opportunités de marchés locaux ?
- Quelle réforme est nécessaire pour apporter plus de compétitivité dans l'agriculture européenne ; quelles sont les zones ou les secteurs qui ont besoin de modernisation et de restructuration ; comment cette restructuration / modernisation peut être soutenue de manière plus efficace ?
- Comment mieux lier l'économie agricole avec l'économie et la gestion de territoires ? Par quels outils ?
- Quelles réponses pertinentes aux problématiques qui tiennent du second pilier de la PAC ? Comment développer les secteurs agricoles et agroalimentaires localement ? Comment faire de la croissance verte un élément de dynamisation de l'économie rurale ? Comment mettre en valeur de manière durable les ressources naturelles et humaines des régions rurales ? Que peut-on faire pour stopper la désertification de certaines zones rurales ?

Et il y a encore bien d'autres questions :

- Quelles incitations ou peut-être quelles obligations doivent être prévues en matière d'environnement, de qualité ? Doit-on avoir des objectifs communautaires applicables à tous les Etats Membres ? Quel rôle pour la subsidiarité ?
- Quelle est notre réponse au changement climatique ?
- Et finalement, quelle Europe agricole laisserons-nous à nos enfants ?

Oui, je le sais, j'ai lancé de nombreuses questions. Mais vous avez quelques mois pour y répondre. Je n'attends pas des réponses dès aujourd'hui !

Il faut prendre le temps. Prendre le temps d'écouter les attentes et les idées des acteurs de la société européenne.

Le débat public que je vous invite à lancer ensemble, ici aujourd'hui, durera jusqu'au mois de juin 2010.

Cette période doit permettre de clarifier les attentes de l'Europe vis-à-vis de son agriculture. J'essaierai d'être présent, de faire avancer ce débat dans les Etats Membres, dans les réseaux et les plateformes de la société civile.

Le débat public va faire émerger des idées nouvelles. Elles viendront nourrir les travaux nécessaires au processus de décision sur l'avenir de la PAC après 2013.

- Un site internet <http://ec.europa.eu/agriculture/cap-debate> est déjà disponible pour recevoir les contributions de tous ceux qui le souhaitent. Une synthèse des contributions sera opérée en juin par un organisme indépendant.
- Mi-juillet, j'envisage d'organiser une conférence de synthèse du débat public. Nous y débattrons des principales idées qui auront émergé dans ce processus. Je vous y convie d'ores et déjà. J'en suis sûr : nous trouverons ainsi des idées fortes, des idées novatrices.

- Ces idées pourront nourrir la réflexion de la Commission européenne en vue de la communication sur la PAC post 2013. Celle-ci, envisagée pour fin 2010, proposera différentes options pour l'avenir de l'agriculture européenne et sa politique agricole commune.

C'est aussi à vous — les représentants élus des citoyens européens — de saisir ce sujet et de le faire avancer dans la société. Je compte aussi beaucoup sur votre soutien.

J'interviendrai également très prochainement devant le Comité économique et social européen et le Comité des régions de l'UE.

Tout ensemble, en écoutant, nous arriverons à une vision commune sur l'avenir de cette politique européenne. Pas seulement une vision commune des Etats membres, du Parlement européen, mais aussi une vision pour l'ensemble de la société civile et des citoyens européens.

Ensemble nous avons une obligation de résultats. Nous devons faire en sorte que la PAC soit non seulement plus efficace, mais aussi plus visible au sein de la société.

A ce moment-là, nous nous retrouverons tous dans la même forêt, dans la forêt que nous aurons voulue et façonnée.

Je vous remercie pour votre attention.